

**Assemblée générale**

Distr.: Limitée
11 mars 2003

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une Convention contre la corruption**
Cinquième session
Vienne, 10-21 mars 2003
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de Convention des Nations Unies
contre la corruption**

Propositions et contributions reçues des gouvernements**Canada, France et Italie: amendements à l'article 21****Article 21: Trafic d'influence**

Il est proposé de poursuivre les travaux sur l'article 21 sur la base du texte ci-après¹:

“Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:

a) Au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, à un agent public ou à toute autre personne, tout avantage indu afin que ledit agent ou ladite personne abuse de son influence réelle ou supposée en vue d'obtenir d'une administration ou d'une autorité publique de l'État Partie tout avantage indu ou toute décision favorable pour l'instigateur initial de l'acte ou pour toute autre personne, que l'influence soit ou non exercée ou que l'influence supposée produise ou non le résultat recherché;

b) Au fait, pour un agent public ou toute autre personne, de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, tout avantage indu pour lui-même ou elle-même ou pour une autre personne afin d'abuser de son influence réelle ou supposée en vue d'obtenir d'une administration ou d'une autorité publique de l'État Partie tout avantage indu ou toute décision favorable, que l'influence soit ou non exercée ou que l'influence supposée produise ou non le résultat recherché.”

¹ Le texte de cette proposition est une version révisée soumise, à la demande du Président, par le Canada, la France et l'Italie qui ont coordonné un groupe de travail informel.

